

Évolutions politiques européennes à la fin et au début du millénaire (1990 – 2007)

Angela Banciu

Politechnic University

L'évolution politique de l'Europe dépend, dans une grande mesure, des changements qui ont lieu au niveau mondial au début du millénaire. La chute du communisme a engendré une vraie „anarchie” du système mondial, manifestée par des guerres ethniques en Yougoslavie et l'ancienne U.R.S.S., des guerres civiles dans de nombreux états africains, en Colombie, tous ces graves phénomènes ayant lieu sur le fond de la rérudescence du terrorisme et de la récession économique sévère dans certains états du monde, surtout dans ceux faiblement développés. L'histoire a démontré que si le système mondial entrait en crise, après une période de dégringolade sociale et politique, un nouvel ordre mondial apparaissait. Et à présent on se trouve dans un processus de reconstruction de celui-ci et de réforme constitutionnelle internationale. S'il a existé un „moment d'actions unipolaires”, lentement, mais sûrement et graduellement, la réalité a imposé les corrections nécessaires. L'Europe, en son ensemble, a compris difficilement que la disparition du communisme avait ramené temporairement dans la majorité des états postcommunistes certains germes de l'autoritarisme et du nationalisme, qu'on n'avait pas pu éliminer ou écarter immédiatement. En même temps, les pays de l'Europe de l'Est ont conscientisé, pendant plus d'une décennie et demie, qu'une grande partie des gains dus au pluralisme politique ne pouvaient pas mener, automatiquement et de soi, à une amélioration de leur situation économique, mais l'Europe, en son ensemble, disposait d'une chance rare, de projeter et de réaliser, dans l'intérêt de ses propres citoyens, un avenir plus sûr et plus constructif.

Collapsus du communisme et remodelage difficile du nouvel ordre mondial

Entre les deux millénaires, le rythme des transformations sociales et politiques s'est accéléré brusquement, en engendrant des problèmes de plus en plus complexes tant en Europe, qu'au niveau mondial. La chute du communisme a mené à l'apparition de vingt états nouveaux, en transférant l'attention des grandes puissances vers l'est européen aussi. D'ici résulte l'intérêt des spécialistes pour cette zone, qui se trouve dans un processus unique de transition du communisme au capitalisme.¹

Après un ordre mondial qui a duré plus de quarante ans, a suivi la décennie déterminante et significative pour notre continent, lorsque tout le monde acclamait une „nouvelle Europe”, mais personne ne savait comment elle serait. Maintenant on sait bien comment l'Europe est, sur laquelle un historien écrivait, à un moment donné, qu'il était bien qu'elle eût les dimensions „adéquates”.

Les dernières années, plusieurs chercheurs, certains d'entre eux reconnus en tant que des professionnels², abordent des sujets de l'histoire récente, considérée „le premier brouillon de l'histoire”, impliquant, sûrement, des compléments, des enrichissements et de nouvelles interprétations. Si la défaite du communisme a signifié „la défaite de la cité mauvaise”, malheureusement, „la politique mauvaise n'est pas défaite”, comme affirmait, à juste titre, Giovanni Sartori. À l'opinion du politologue italien, l'entrée dans la démocratie des pays qui sortent du communisme dépend du fait de satisfaire à deux conditions majeures : leur

¹ Surtout la production historique avant 1945 portait seulement sur quelques nations: La Grande-Bretagne, la France, les États-Unis de l'Amérique, l'Allemagne, l'Italie.

² voir Timothy Garton Ash, Peter Calvocoressi, Jean-François Soulet, Pierre Milza, François Dreyfus, Albert Jourcin, P. Thibault, Dinu Giurescu, Ioan Scurtu, Alexandru Zub etc.

reconversion économique et „l'exemple des démocraties qui se proposent comme modèle. Mais tant l'exemple que le modèle clochent beaucoup”³. Par conséquent, tant la responsabilité de l'Occident, en général, que celle de l'Europe Occidentale surtout sont dominantes. En même temps, la transition en l'Europe de l'Est a dépendu et dépend encore, dans la plus grande mesure, des efforts propres des pays qui ont déclenché ce processus et qui sont obligés de faire de l'intérêt et de l'aide de l'Occident un problème de fond de leur évolution sociale et politique. En partant de la compréhension complexe de l'histoire et ayant la mémoire „des passés traumatisés”⁴, qui a affecté et affecte encore profondément et durablement les sociétés humaines, les états de l'Est européen ont d'une certaine manière non seulement un devoir économique et social et politique mais aussi une obligation morale de construire des politiques rigoureuses et consistantes dans tous les domaines de la vie sociale.

Le communisme a représenté une partie essentielle du XX-ème siècle. Même si l'humanité a assisté au collapsus de ce système, il a posé et posera beaucoup de signes de question, auxquels la société européenne surtout doit trouver la réponse adéquate. Au moins une partie du contenu de ceux-ci reste dans l'actualité. „Les solutions proposées ont échoué. Les problèmes restent.”⁵

L'évolution politique de l'Europe dépend, dans une grande mesure, des changements qui ont lieu au niveau mondial au début du millénaire, mais, comme soulignait Wallerstein, les sciences sociales n'ont pas encore offert les instruments nécessaires pour analyser ce qui s'est passé dans le système mondial après 1989.⁶ Le collapsus du communisme, dans la période 1989-1991, a été l'apogée d'un processus de „perte des illusions”, qui était sorti à la surface en 1968, étant accéléré par les phénomènes négatifs engendrés par l'évolution économique des états communistes. Mais, simultanément, s'est produit le déclin de la puissance américaine aussi dans un monde devenu „chaotique”, après le démembrement de l'U.R.S.S. Immédiatement après la période 1989-1991, la bipolarité dans les relations internationales a été remplacée par les actions unipolaires exprimées par le prestige et l'existence d'une seule puissance, en créant le péril d'une „action globale non réprimée”⁷. De cette façon, la chute du communisme a engendré une vraie „anarchie” du système mondial, manifestée par des guerres ethniques en Yougoslavie et l'ancienne U.R.S.S., des guerres civiles dans de nombreux états africains, en Colombie, tous ces graves phénomènes ayant lieu sur le fond de la rérudescence du terrorisme et de la récession économique sévère dans certains états du monde, surtout dans ceux faiblement développés. L'histoire a démontré que si le système mondial entrait en crise, après une période de dégringolade sociale et politique, un nouvel ordre mondial apparaissait. Et à présent on se trouve dans un processus de reconstruction de celui-ci et de réforme constitutionnelle internationale.

Samuel Huntington a analysé, dès 1997, le péril que représentait pour les États-Unis de l'Amérique l'action de gouverner le monde tout seuls, en attirant l'attention sur le fait que „la solitude” avait en tant que conséquence majeure la projection de l'entière responsabilité mondiale sur un seul pays. En partant de l'appréciation lucide des rapports internationaux, l'auteur américain a formulé l'opinion que, après un „moment d'actions unipolaires”, le monde traverserait quelques décennies d' „actions unipolaires et multipolaires”, et le XXI-

³ Giovanni Sartori. (1999). *La théorie de démocratie réinterprétée*, Iasi: Editura Polirom, 473.

⁴ voir en détail *Collège la Nouvelle Europe. Histoire récente en Europe. Objets d'étude, sources, méthodes*, Les travaux du symposium international organisé par le collège la Nouvelle Europe, Bucarest, 7-8 avril, 2000.

⁵ Jose Gotovitch, Pascal Delwit, Jean-Michel de Waele, *Europe des communistes*, Institut Européen, 2005, 269 page.

⁶ Immanuel Wallerstein, *Déclin de la puissance américaine. Les États-Unis dans un monde chaotique*, traduction d'après Anton Lepadatu, Incitatus, 2005, 50-66.

⁷ voir En détail James Mayall, *Politique mondiale. Son évolution et ses limites*, București: Editura Antet, 2000; Stefano Guzzini, *Réalisme et relations internationales*, Institut Européen, 2000.

ème siècle serait par excellence un siècle d'actions multipolaires.⁸ La réalité a démontré que les actions unipolaires n'avaient pas pu être une solution durable pour l'humanité. Comme remarquait correctement Henry Kissinger, ce qui est nouveau par rapport au nouvel ordre international en train de naître est que „les États-Unis de l'Amérique ne peuvent ni se retirer du monde, ni le dominer”⁹. Ayant une diversité et une complexité économique, sociale, culturelle, le monde d'aujourd'hui ne peut exister que par la manifestation expresse d'efforts conjugués et bien conscientisés. Il y a des puissances qui aspirent de plus en plus à administrer les problèmes internationaux, tels que: l'Union Européenne, le Japon, la Russie, la Chine, les trois derniers étant des puissances représentatives, pour la zone européenne-asiatique surtout, qui acquiert une importance stratégique de plus en plus grande. En ce sens, Zbigniew Brzezinski, dans son ouvrage *La grande table d'échecs. La suprématie américaine et ses impératifs géostratégiques*, a montré que, au-delà des changements politiques majeurs de la fin du deuxième millénaire, l'Eurasie était „la table d'échecs”, où on continuait „la bataille” pour la suprématie mondiale.

S'il a existé un „moment d'actions unipolaires”, lentement, mais sûrement et graduellement, la réalité a imposé les corrections nécessaires. La globalisation¹⁰, un phénomène qui représente une vraie provocation, étant la forme actuelle de la modernisation, a imposé trois centres de pouvoir: les États-Unis de l'Amérique, l'Union Européenne et le Japon, ceux-ci concentrant l'entière activité économique et technologique du monde actuel.

Comme soulignait, à juste titre, Wallerstein, la première décennie du XXI-ème siècle est caractérisée par l'apparition de trois clivages géopolitiques différents, à une dynamique séparée: a) la lutte entre les composantes de la triade – les États-Unis de l'Amérique, l'Union Européenne et le Japon – pour occuper la première place dans l'accumulation de capital les décennies suivantes; b) la lutte entre le Nord et le Sud ou entre les zones centrales et d'autres zones de l'économie mondiale; c) la lutte entre l'esprit de la réunion de Davos et l'esprit de la réunion de Porto Alegre pour le type de système mondial qu'on a l'intention de construire.¹¹ Le forum de Davos (en Suisse) a été fondé en 1971, étant une organisation indépendante qui réunit les puissants du monde, ayant la mission de créer des partenariats entre les hommes d'affaires, les politiciens et d'autres leaders de la société, dans le but de discuter les problèmes globaux du monde. Le forum de Porto Alegre (au Brésil) s'est réuni pour la première fois en 2001 et il réunit plus de 1000 des plus divers mouvements sociaux, l'esprit des deux forums étant opposé.¹²

Les problèmes auxquels se confronte l'humanité à présent, même s'ils semblent être nouveaux, en réalité ils ont une grande ancienneté, et en histoire, en général, et d'autant plus dans les relations internationales, l'évènement a toujours eu un rôle important. En même temps, le pouvoir militaire n'a pas été suffisant pour obtenir, à un moment donné, la suprématie, mais sa légitimité. Et dans ce contexte, il est important de souligner que, en même temps avec la guerre d'Irak, ceux qui l'ont soutenue ont miné „fondamentalement la prétention de leur pays à la légitimité et par cela ils ont affaibli irrémédiablement les États-Unis dans l'arène géopolitique”¹³ Cela d'autant plus que les États-Unis de l'Amérique ont habitué l'opinion publique à un comportement de la justice, comme une expression du caractère démocratique profond de la société américaine. Sur l'arène mondiale, ils ne peuvent

⁸ voir En détail, Samuel P. Huntington. (1998). *Collision des civilisations et reconstruction de l'ordre mondial*, București: Editura Antet.

⁹ Henry Kissinger (2002). *La diplomatie*, București: Editura All, 251.

¹⁰ voir En détail Paul Dobrescu. (2003). le chapitre *Globalisation-processus géopolitique fondamental de nos jours*, en Bucarest: Edit. Geopolitica.

¹¹ Voir en ce sens Immanuel Wallerstein, *l'oeuvre citée*, 217.

¹² *Ibidem*, 228.

¹³ *Ibidem*, 242.

pas être autrement que chez eux, étant obligés de corriger toujours leurs options et leurs positions à cause des critiques, venues premièrement de l'intérieur des cercles politiques et intellectuels.

Même si beaucoup de politologues et d'historiens affirment que la déconstruction ne mène pas, de soi, à une amélioration de la condition humaine, la transition vers un nouveau système historique a produit et produit beaucoup d'espairs pour les gens. L'élargissement de l'Union Européenne surtout leur laisse „les portes” ouvertes. En même temps, la globalisation représente un processus ambivalent du monde contemporain. D'une part, elle engendre des problèmes négatifs, tels que l'extension du terrorisme, du crime organisé, d'autre part, elle offre beaucoup d'opportunités économiques et technologiques à ceux qui savent comment les identifier et les utiliser dans leur intérêt.

La mondialisation médiatique des grands problèmes internationaux a lieu sur le fond de la lutte pour le respect des droits de l'homme, en accordant une attention accrue à l'individu. Si on assiste aujourd'hui à une crise mondiale de „l'humanitarisme”¹⁴, la vraie lutte pour la défense des droits de l'homme a lieu dans des conditions difficiles, par l'intermédiaire des organisations non-gouvernementales. Elles s'efforcent de dépasser les clivages politiques, en permettant la prédominance des actions vis-à-vis de l'idéologie. Et dans ce contexte, l'ONU renforce de plus en plus ces moyens dans le domaine de l'humanitarisme, en remodelant, graduellement, le droit international et en éclaircissant, difficilement, le droit d'ingérence. La compréhension profonde de la nécessité de l'aide communautaire laisse ouvert le problème des rapports entre le Nord et le Sud, en réclamant une accentuation et une augmentation de l'esprit de la réunion de Porto Alegre, pour contribuer à la construction de la structure du nouveau système mondial. Il semble qu'au conflit entre l'Est et l'Ouest, fini au début des années '90, se substitue la confrontation entre le Nord et le Sud, dont les effets ne peuvent être résolus que par une coopération accrue des états du monde et par un progrès réel de la démocratie.

L'Europe entre les deux millénaires

Par la progression du temps, l'Europe a fait développer une civilisation caractérisée par une unité dans la diversité, ayant une existence par sa créativité continuelle. Aux contributions tellement significatives apportées à l'histoire de l'humanité, elle a ajouté, pendant la dernière moitié du siècle, l'innovation d'un modèle de développement basé sur le potentiel économique, social, culturel et humain d'un entier espace géographique et non seulement d'un seul pays. Cet édifice a progressé graduellement après la guerre mondiale, et la dernière décennie et demie, son évolution est devenue beaucoup plus profonde et vaste. De cette façon, l'Europe essaie de dépasser les divers types de divisions, qui ont marqué son évolution et ont scellé son destin historique. La seule qui reste valide aujourd'hui aussi est la dimension spatiale, l'Europe de l'Ouest et de l'Est acquérant de plus en plus seulement une connotation purement géographique. En ce qui concerne les autres fragmentations, les peuples de l'Europe „restant fiers de leur identité et de leur histoire nationale”¹⁵ sont décidés de dépasser les anciennes divisions et de construire un nouveau destin.

Pour arriver à la construction de l'édifice d'aujourd'hui, l'Europe a dû faire des pas nombreux et difficiles de développement et d'affirmation. Si la seconde conflagration mondiale a parachevé le processus de „suicide historique de l'Europe”, celle-ci devenant du

¹⁴ voir le chapitre Les O.N.G.-s en tant que des relais des impuissances internationales, en Histoire universelle, le 3-ème volume, Évolution du monde contemporain, Bucarest: Edit. Univers Enciclopedică, 2006, 860-862.

¹⁵ voir le Préambule au *Traité d'institution d'une Constitution pour l'Europe*, Convention Européenne, 3.

sujet de la compétition globale, un simple objet de celle-ci¹⁶, la réalité actuelle montre clairement que les Européens ont appris quelque chose de l'expérience tragique du XX-ème siècle.

Les historiens d'aujourd'hui essaient de dépasser les anciens clichés, ils essaient de repenser et d'assumer le passé d'une manière critique, d'écrire l'histoire avec toutes ses limites et ses imperfections pour réussir à valoriser le plus judicieusement possible ses expériences.¹⁷

À présent, l'image „de la trahison” de l'Occident par rapport aux pays de l'ancien bloc soviétique, sur laquelle on a écrit beaucoup d'ouvrages après 1945, s'est estompée, dans la plus grande partie. D'ailleurs, lorsque la Conférence de Yalta a eu lieu, l'armée soviétique avait occupé d'importantes positions en Europe et il était difficile de supposer qu'on pourrait encore l'éloigner des lieux gagnés. Dans une grande mesure, la domination de Stalin sur l'Europe orientale, à l'opinion, croit-on, bien fondée de l'un des plus importants historiens contemporains, Peter Calvocoressi¹⁸, a été le résultat de ses propres victoires et non une „transaction” avec ses alliés. Roosevelt et Churchill n'ont eu que la possibilité d'essayer de convaincre Stalin „d'accepter certaines règles qui gouvernaient l'exercice du pouvoir qui lui appartenait déjà”¹⁹. Par conséquent, lorsque Stalin n'a pas respecté „la Déclaration sur les pays libérés” de Yalta, les puissances occidentales n'ont fait autre chose que protester, puisque du point de vue politique et militaire une action d'envergure, dans l'Europe orientale, était impossible.

Le déclin de l'Europe, marqué par son entrée dans „la balance de la terreur” des deux superpuissances, les États-Unis de l'Amérique et l'U.R.S.S., définit le XX-ème siècle comme étant à la fois „le siècle américain”, mais avec une accentuée „montagne russe”. Le siècle américain a été une réalité géopolitique où l'autre grande puissance, l'U.R.S.S., a eu sans doute un rôle, mais, après Yalta, cette dernière contrôlait un tiers du monde, tandis que les États-Unis de l'Amérique avaient le reste. L'U.R.S.S., à l'opinion de Wallerstein, „n'a disposé que du pouvoir de tourner fière dans sa propre cage”²⁰, et en 1989, à cause des mécontentements populaires, „la cage” a fait une implosion. Toutes les révolutions ont été rapides et profondes, en se déroulant contre la tyrannie du système, contre l'incompétence du gouvernement, mais elles n'ont pu résoudre ni les problèmes économiques, devenus, en certains pays, assez graves, et surtout, ni les questions de nature ethnique, qui ont explosé violemment après avoir couvé plusieurs années, sous la croûte „de granite” de l'unité des peuples socialistes. La chute „des valeurs” communistes a donné lieu à une vague de haine et de nationalisme identitaire apparus, dans la plus grande partie, sur le fond des difficultés d'adaptation des nouveaux états à l'économie de marché.

Le processus de la transition vers l'économie de marché n'a pas eu un projet structuré, il a été brutal en nombreux pays et il a provoqué la baisse massive des activités économiques, en produisant la dévalorisation de la production et une croissance alarmante du chômage. Il semble que Mihail Gorbatchov lui-même n'a pas eu à sa disposition un projet exact concernant l'Europe de l'Est, excepté la volonté du Moscou de promouvoir les réformes et de changer des équipes de gouvernement. En Russie, il a impulsé le plus la vague réformatrice, étant convaincu qu'il réussirait à maintenir l'U.R.S.S. et son idéologie, mais après son remplacement par Boris Eltine et le démembrement de l'empire, la population a perdu, temporairement, une grande partie de ses repères existentiels.

¹⁶ Zbigniew Brzezinski. (1995). *L'Europe Centrale et de l'Est dans le cyclone de la transition*, Bucarest: Maison d'édition Diogene, 165.

¹⁷ voir en détail Al. Zub. (1998). *Discours historique et transition*, Iași: Editura Polirom.

¹⁸ Il a écrit plus de 15 volumes, spécialement sur l'histoire du XX-ème siècle.

¹⁹ Peter Calvocoressi. (2000). *Politique mondiale après 1945*, VII-ème Édition, Maison d'édition Allfa, 269.

²⁰ Immanuel Wallerstein, *l'œuvre citée*, 34.

Les privatisations ont engendré dans la plupart des anciens pays communistes un capitalisme d'initiative de l'état, dont les anciens membres de la nomenklatura et de la sécurité ont profité, étant profitables, de cette façon, seulement pour une catégorie restreinte de la société, la plupart de la population active étant affectée par les conséquences négatives de l'inflation et du chômage. Le décalage entre l'Est et l'Ouest, la réticence des investisseurs étrangers, la faiblesse des capitaux nationaux ont fait, souvent, du processus de la transition un phénomène presque dramatique. Il ne s'agit pas seulement des pays qui sont restés en arrière, en ce qui concerne l'économie de marché, tels que, par exemple, la Roumanie ou la Bulgarie, mais aussi de la Pologne ou des zones de l'ancienne RDG (République Démocratique allemande). Seulement dans la République tchèque et en Hongrie, le retour à l'économie de marché a été un phénomène plus tranquille et plus facile à supporter par la population.

Aux pays de l'ancien bloc communiste, immédiatement après 1989, les forces ethniques nationalistes, étouffées pendant presque une moitié du siècle par la puissance communiste, sont revenues à la vie. Les conflits interethniques se sont amplifiés tant entre les républiques ou même dans le cadre des républiques de l'ancienne U.R.S.S., aussi bien que dans les territoires des anciens pays de démocratie populaire. Les Finlandais ont revendiqué les territoires de Karelia, le Bélarus a demandé la rétrocession de la région de Bialistok, cédée à la Pologne, en 1945, la Roumanie a désiré la Bessarabie et la Bucovine du Nord, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie ont obtenu leur indépendance, à la suite de confrontations ethniques assez dures. Mais certains d'entre celles-ci se sont manifestées par une violence extrême, en déclenchant des guerres dramatiquement sanglantes. Il s'agit du conflit de Nagorno-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan, de la confrontation de la Georgie avec les minorités de l'Osetia du Sud et de Abkhazia, de la guerre tchétchène. De ceux-ci, la Guerre de l'Yougoslavie, par sa gravité et sa durabilité, a ébranlé le plus le silence de l'Europe. ²¹ À cause de celle-ci et des événements douloureux passés en Kosovo, l'époque de Milosevic restera comme la plus noire période de l'histoire de la nation serbe. La guerre déclenchée par l'OTAN, pour la province de Kosovo, a amené des souffrances humaines incommensurables, les bombardements déclenchés contre Belgrad, en 1999, concluant d'une manière tellement violente et triste le XX-ème siècle et accentuant aux Serbes le sentiment aigu de la victimisation.

Pour les spécialistes, la Guerre de l'Yougoslavie soulève une question relative au mode et aux causes de l'implication des grandes puissances dans la zone des Balkans. Malgré le fait qu'il n'existe pas encore de preuves suffisantes de nature historique, la thèse selon laquelle les négociations entre Bush et Gorbaciov de Malte, de décembre 1989, laissent à l'U.R.S.S. l'espace marginal des Balkans, n'est pas dénuée de fondement. Peut-être que depuis ce moment-là, l'implication du Moscou dans les Balkans s'est-elle inscrite dans une logique constante et cohérente, ayant pour but d'assurer une influence balkanique avec une sortie vers la zone de la Mer Méditerranée et de bloquer l'accès de l'OTAN et de l'Union Européenne à la seule voie de communication avec le Moyen Orient et, après la désintégration de l'U.R.S.S., avec la zone pétrolière du bassin de la Mer Caspienne. ²¹ À côté des arguments stratégiques, les arguments relatifs au prestige de l'ancienne U.R.S.S., dans cette zone, ont eu un rôle important. Les anciens liens historiques de la Russie et l'appartenance à l'orthodoxie ont eu, naturellement, un rôle important, aussi bien que la collaboration avec les anciens partis communistes, fortement influencés par l'ancien KGB. Mais le manque aigu de ressources d'une politique russe en crise a montré ses effets dans une grande mesure. Malgré tout cela, même dans les moments de crise propre maximale, Kremlin a eu une politique claire dans la

²¹ Pour certaines données relatives à l'histoire de l'Yougoslavie, voir Gh. Zbucea, *Histoire de l'Yougoslavie*, Bucarest: Maison d'édition Corint, 2001.

zone balkanique²², en visant, selon certains historiens, d'empêcher l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'OTAN. Mais les excès des Serbes ont mis Moscou dans une situation assez délicate, en l'obligeant à un mouvement clair de recul dans cette zone.

Si la stratégie de Moscou a été logique et habile, celle des États-Unis de l'Amérique a été totalement opposée, incohérente et dépourvue de vision, jusqu'en 1994, lorsqu'ils se sont engagés d'une manière plus claire dans le déblocage de la situation. Et finalement, les États-Unis de l'Amérique se sont engagés plus fermement dans le nouveau rangement stratégique de la zone des Balkans, pour en assurer la stabilité.

À l'opinion de l'historien Calvocoressi, les guerres de l'Yougoslavie ont été "un fiasco"²³ politique et militaire, et l'Organisation des Nations Unies a été la plus affectée par les échecs, puisque son rôle a été diminué, à cause du fait que les États-Unis de l'Amérique ont intervenu en Yougoslavie, non par l'intermédiaire de l'ONU, mais de l'OTAN. D'autre part, un million d'habitants de Kosovo ont eu beaucoup à souffrir à cause de l'échec de l'OTAN d'anticiper la réaction de Milosevici aux bombardements américains et „à cause de l'insistance des États-Unis de l'Amérique de s'engager dans une guerre sans aucune perte humaine"²⁴.

Le promoteur réfractaire du nationalisme serbe, Slobodan Milosevici, déféré au Tribunal

Pénal International pour l'ancienne Yougoslavie (le Tribunal de la Haye), a décédé pendant le procès. Son aventure irraisonnée a mené à la destruction physique et spirituelle de son propre peuple, mis à dure épreuve dans presque une décennie de guerres. D'ailleurs, beaucoup de gens de bonne foi se rendent compte, correctement, du fait que la politique de Milosevici a ruiné leur pays, tandis que l'Europe de l'Est, malgré tous les faux pas qu'elle a faits, allait lentement, mais sûrement, en avant.

Le démembrement de l'Yougoslavie a continué avec la fin de l'été de l'année 2006, lorsque, à la suite d'un référendum, cette fois-ci sans plus engendrer la réaction violente des Serbes, les Monténégrins ont proclamé leur indépendance. Pour eux, reste l'espoir d'une intégration future dans l'Union Européenne, dans le cadre de laquelle on peut mieux guérir les anciennes disputes, en cimentant de nouveau les liens naturels entre ces peuples.

L'ancienne Yougoslavie est restée, de la perspective historique, le paradoxe du XXI^e siècle, qui signifie intégration européenne, mais elle est exactement la chose opposée, aussi bien que globalisation, tandis qu'elle exprime une grande fragmentation. Les six états, la Serbie, le Monténégro, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Macédonie, en dépassant les blessures du passé, essaient aujourd'hui de réaliser un avenir plus tranquille et plus prospère.

Tout comme d'autres états fédéraux européens, la Tchécoslovaquie n'a pas survécu à sa libération, en se divisant, d'une manière pacifique, en deux états (la République tchèque et la Slovaquie), puisque le premier-ministre slovaque, Vladimir Merciar, a demandé plus que son homologue Vaclav Klaus pouvait lui offrir.

En Roumanie aussi, il y a eu des troubles de nature ethnique, manifestés violemment, en mars 1990, à Targu-Mures, ceux-ci étant solutionnés sans engendrer un conflit de grande ampleur. Mais on doit ajouter le fait que les traités conclus avec ses voisins, et surtout la réconciliation roumaine-magyare, font de la Roumanie un pôle important de stabilité dans cette zone tant mise à l'épreuve de l'Europe.

À présent aussi, l'Europe de l'avenir a non seulement des souteneurs, mais aussi de vieux adversaires. Ils renaissent sur le fond de crises sociales d'une ampleur plus petite ou plus grande, des démons d'autrefois. Même si ces phénomènes semblent être conjoncturels,

²² voir en détail, *Les Balkans – la sortie du passé*, Maison d'édition Isis, 1999, 159-188.

²³ *Ibidem*, 164.

²⁴ Peter Calvocoressi, *l'œuvre citée*, 320.

on ne doit pas les minimiser ou les ignorer, étant l'expression d'échecs politiques, d'égoïsmes nationaux ou régionaux, d'épouvantes identitaires etc. En même temps, l'hétérogénéité ethnique et culturelle engendrée par l'immigration met devant les états européens la charge difficile de résoudre une série de problèmes économiques, sociaux et politiques, sans arriver à des phénomènes de ségrégation ou d'expulsion. Comme il résulte de l'évolution de la vie quotidienne, certaines zones européennes traversent une étape d'acquisition d'un caractère ethnique relatif de la société et de la vie politique. Puisque l'Union Européenne est devenue une société multiculturelle, elle a la mission difficile d'assurer l'identité culturelle des peuples autochtones, mais sans empêcher le marché de travail libre, la mobilité sociale typique pour nos temps.

Entre les deux millénaires, et après plus de soixante années qui se sont écoulées de la fin de la guerre mondiale, l'Europe est devenue le nouveau centre de pouvoir du monde. L'élargissement vers l'Est a été un phénomène naturel, similaire aux XVIII-ème et au XIX-ème siècles, lorsque l'Europe avait récupéré la chrétienté orientale, celle-ci englobant maintenant les anciens communistes.

Les performances économiques de la Communauté Européenne ont accru son prestige, en la rendant très attractive pour l'extension après 1990. Puisqu'une grande accumulation d'énergies sociales et politiques a eu lieu au niveau européen, l'Union Européenne a accordé priorité aux termes moyen et long, stratégie qui s'est avérée réaliste et efficiente. Comme remarquait, à juste titre, Romano Prodi, sans une unité politique, l'Europe ne pouvait pas devenir un acteur international, étant un „géant” sur le plan économique, et un „nain” sur le plan politique. Après le Traité de Maastricht, l'Union Européenne a oscillé entre deux tendances : d'une part, elle a été tentée d'ouvrir largement ses portes à ses nouveaux adhérents, d'autre part, du point de vue économique, elle a manifesté de réelles réticences, en craignant d'englober des pays moins développés qui mettaient en danger son pouvoir économique. Elle a réussi à dépasser cette impasse, en mettant l'accent sur la préparation interne de chaque pays, stratégie qui s'est avérée viable. En outre, l'Union Européenne a créé parmi les potentiels adhérents non seulement une stratégie, mais aussi une pédagogie de l'intégration, fonctionnant tant dans le cadre de la grande extension des dix états, que dans le cadre de la Roumanie et de la Bulgarie, qui y ont adhéré le 1-er janvier 2007.

Leçons de l'histoire – plaidoirie pour l'unité de l'Europe et la solution paisible des conflits du monde

L'exemple yougoslave de la dernière décennie du siècle passé nous dévoile le fait que la nature humaine n'a pas beaucoup changé, existant toujours un potentiel danger en ce qui concerne le retour de la guerre en tant que moyen de solution des conflits, puisque la capacité des gens de faire du mal devient illimitée, dans certaines circonstances. En même temps, le même phénomène relève les dimensions que ces conflits auraient pu avoir, après la chute du communisme, en l'absence d'une entente communautaire solide.

La brusque renaissance des nationalismes, stoppés longtemps par la stabilité spécifique à la Guerre Froide, qui a surpris, d'une manière tant négative, les chancelleries occidentales après 1990, a été dépassée à présent. Il est important de relever le fait que l'Europe a réussi à écarter le péril d'une „balkanisation” de sa zone estique et à assurer un développement normal dans le cadre de l'Europe Unie. En fait, après la chute du communisme, elle s'est trouvée devant deux options: soit rester tributaire aux vieux démons de l'égoïsme national, soit se restructurer autour du pôle constitué par les 12 de CEE et approfondir le processus de l'intégration, commencé il y a quelques décennies. Pour son bien

commun, l'Europe a choisi la seconde variante, puisque l'échec du modèle communautaire aurait mené à la répétition, par les Européens, des erreurs anciennes du passé. Les liens de solidarité entre les pays européens, réalisés pendant la période de la Guerre Froide, non seulement qu'ils ont survécu à celle-ci, mais ils se sont consolidés et amplifiés, en devenant le noyau de la future construction de l'Europe élargie. L'Europe a compris que les erreurs du passé lui imposaient un blocage durable des rivalités ethniques anciennes, aussi bien que des conflits frontaliers de toute sorte. Petit à petit, elle récupère, au moins en partie, le pouvoir d'influence mondiale qu'elle a eu au XVIII^{ème} et au XIX^{ème} siècles, mais qu'elle a perdu au XX^{ème} siècle. Puis, du point de vue social, l'Europe retrouve son équilibre perdu, devenant beaucoup plus consciente du besoin de diminuer les inégalités et d'offrir, dans les conditions de la liberté politique, l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture, à tous ses habitants. Elle essaie de réaliser une entité sociale, politique et spirituelle rigoureuse, qui, dans le passé, a été seulement la chance historique d'un nombre restreint d'états, qui ont formé le noyau de l'Europe Occidentale.

Même si certains critiques ont relevé la préoccupation de l'Europe seulement pour les problèmes économiques, sociaux et politiques, évitant une implication d'envergure dans les Balkans et laissant la solution de certains problèmes européens urgents seulement à la charge des États-Unis de l'Amérique, aujourd'hui elle semble avoir compris quelque chose de la décennie tellement violente et terrible des confrontations de l'Yougoslavie. L'exigence de l'Ouest envers l'Europe avait représenté un appel à l'intégration et au multiculturalisme, et l'Yougoslavie a été exactement la chose opposée à cet appel naturel et plein d'espoirs pour son avenir. Mais, finalement, l'Occident s'est réveillé de l'apathie que certains considéraient irréversible, contribuant à l'arrêt du cours sanglant de l'histoire européenne.²⁵

L'Europe, en son ensemble, a compris difficilement que la disparition du communisme avait ramené temporairement dans la majorité des états postcommunistes certains germes de l'autoritarisme et du nationalisme, qu'on n'avait pas pu éliminer ou écarter immédiatement. En même temps, les pays de l'Europe de l'Est ont conscientisé, pendant plus d'une décennie et demie, qu'une grande partie des gains dûs au pluralisme politique ne pouvaient pas mener, automatiquement et de soi, à une amélioration de leur situation économique, mais l'Europe, en son ensemble, disposait d'une chance rare, de projeter et de réaliser, dans l'intérêt de ses propres citoyens, un avenir plus sûr et plus constructif. De cette perspective, à l'Est de l'Europe, les états ont commencé à coopérer de nouveau sur le plan politique, économique et social, en établissant „des ponts” de liaison avec la Russie et les autres pays détachés de l'ancienne U.R.S.S. D'ailleurs, le problème clef du troisième millénaire est lié à la manière dont la Russie se rapportera à l'Union Européenne, puisqu'elle est une puissance essentielle, tant pour notre continent, que pour l'ordre mondial.

En apprenant de la leçon de l'histoire, l'Allemagne réunie est restée, après 1990, fidèle à ses idéaux démocratiques. Elle n'a plus répondu à la logique, peut-être naturelle, du pouvoir, n'étant plus tentée de mener une politique seulement dans son intérêt. Malgré le fait qu'elle représente un état puissant, ayant plus de 80 millions d'habitants, l'Allemagne n'a plus essayé, comme autrefois, dans son intérêt propre, d'étendre son influence vers les états de l'Europe moyenne.²⁶ Et cette dernière a la chance historique de devenir une force politique européenne, qu'elle n'a pas manifestée pendant une moitié de siècle.

Lorsque j'écris ces lignes, je n'ai pas du tout l'intention d'essayer d'idéaliser les rapports entre les états européens et le reste du monde, qui ont connu et qui connaissent

²⁵ Timothy Garton Ash, *l'œuvre citée*, 279-284.

²⁶ On croit que l'Europe moyenne ou médiane est préférable à la notion d'Europe centrale, qui est limitée du point de vue spatial et associée aux projets pangermanistes de Mitteleuropa (voir en ce sens aussi: Fondation Robert Schuman, *Les nouvelles frontières de l'Europe*, Maison d'édition Économique, Paris, 1993, 13).

encore des moments de tension économique, sociale et politique plus petite ou plus grande. Je désire seulement souligner que, dans les relations entre l'Union Européenne et les États-Unis de l'Amérique, il est bien que tant les intérêts économiques et politiques que la compréhension de ce que l'Amérique a toujours signifié pour l'Europe dans ses moments de crise et de déclin prédominant. Et au-delà des critiques correctes et concrètes qu'on peut faire à la puissance américaine entre les deux millénaires, on croit que le retour de la direction américaine à l'étalon du pouvoir militaire du temps de l'Irak est un épisode qui appartient, dans une grande mesure, au passé. Aujourd'hui, les États-Unis de l'Amérique combinent les objectifs géostratégiques avec ceux géographiques et économiques, en mettant de plus en plus l'accent sur ceux derniers. Le poids économique et culturel de „l'état planétaire” est encore d'une grande importance pour tous les pays du monde, même dans les conditions de la manifestation d'un déclin de la puissance américaine. Les États-Unis de l'Amérique exercent encore leur rôle d' „agent de police bénéfique” pour l'humanité. Même si l'Amérique a besoin de sa propre „perestroïka” comme déclarait récemment l'ancien leader Mihail Gorbaciou, et les Américains feront encore beaucoup de fautes jusqu'à ce qu'ils échappent du „complexe de la victoire”, elle a, à côté des autres puissances, un rôle majeur dans la solution d'une manière paisible des conflits du monde.

Bibliographie

- Brezinski, Zbigniew. (1995). *L'Europe Centrale et de l'Est dans le cyclone de la transition*, Bucarest: Maison d'édition Diogene.
- Calvo-coessi, Peter. (2000). *Politique mondiale après 1945*, VII-ème Édition), Paris: Maison d'édition Allfa.
- Dobrescu, Paul. (2003). le chapitre Globalisation-processus géopolitique fondamental de nos jours, en *Geopolitica*, Bucarest.
- Gotovitch Jose, Delwit Pascal, de Wael Jean-Michel. (2005). *Europe des communistes*, Paris, Institut Européen.
- Guzzini, Stefano. (2000). *Réalisme et relations internationales*, Paris Institut Européen.
- Huntington, Samuel P. (1998). *Collision des civilisations et reconstruction de l'ordre mondial*, București: Editura Antet.
- Mayall, James. (2000). *Politique mondiale. Son évolution et ses limites*, București: Editura Antet.
- Sartori, Giovanni. (1999). *La théorie de démocratie reinterprète*, Editura: Polirom Iași.
- Fondation Schuman, Robert. (1993). *Les nouvelles frontières de l'Europe*, Paris: Maison d'édition Économique.
- Wallerstein, Immanuel. (2005). *Déclin de la puissance américaine. Les États-Unis dans un monde chaotique*, traduction d'après Anton Lepadatou, Incitatus.
- Zbucea, Gh. (2001). *Histoire de l'Yougoslavie*, Bucarest: Maison d'édition Corint.
- O.N.G.-s en tant que des relais des impuissances internationales, en *Histoire universelle*, le 3-ème volume, *Évolution du monde contemporain*, Univers Encyclopédique, 2006.